

## Bulletin d'histoire politique

### Quelques problèmes nouveaux et moins nouveaux

Yves Tremblay



Volume 14, numéro 1, automne 2005

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1055098ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1055098ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique  
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Tremblay, Y. (2005). Quelques problèmes nouveaux et moins nouveaux. *Bulletin d'histoire politique*, 14(1), 183–198. <https://doi.org/10.7202/1055098ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2005

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

# Chronique d'histoire militaire

## Quelques problèmes nouveaux et moins nouveaux

YVES TREMBLAY  
*Ministère de la Défense nationale*

L'année 2005 est fertile en questionnements sur l'histoire militaire, tout autant que l'avait été 2004. Sur tous les théâtres, celui des colloques pour spécialistes, celui des musées et celui de l'édition scientifique, la moisson est abondante.

### COLLOQUES

Les 3 et 4 novembre 2005, la Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec de l'UQAM est l'hôte du 11<sup>e</sup> Colloque d'histoire militaire. La thématique de cette année s'énonce ainsi : « 1945-2005 : étudier la Deuxième Guerre mondiale au Québec et au Canada ». Les participants à ce colloque annuel ont déjà abordé la Seconde Guerre mondiale de différents points de vue. En 2005, l'accent est mis sur les approches, les représentations du conflit, la gestion médiatique de l'événement, les comparaisons. À peu près tous les types de sujets sont bienvenus dans ce cadre : nation ou ethnicité, genre, historiographie, littérature, propagande, censure, impacts sociaux, nouvelle histoire militaire, politique de défense et ainsi de suite. Pour plus d'information, on peut communiquer avec la Chaire Hector-Fabre à l'adresse courriel suivante : <chaire-hector-fabre@uqam.ca>.

\*  
\* \*

Le Collège militaire royal de Kingston tient son colloque bisannuel en français en mars 2006. « Guerres, témoignages et représentations » est le thème retenu par les organisateurs. Dit autrement, des questions comme celles-ci se posent : la guerre présentée est-elle celle qui a été vécue ? Comment raconte-t-on les guerres, hier ou aujourd'hui ? Par quelles mécaniques le fait-on ? Les communications attendues se feront selon trois axes : guerres et histoire orale, guerres et presse écrite, guerre et

télévision. Toutes les guerres dans toutes les régions du monde pourront faire l'objet de présentations, même si les organisateurs se réservent le droit de privilégier les communications sur l'histoire canadienne. On peut s'informer auprès de Jean Lamarre ou Magali Deleuze à <lamarre-j@rmc.ca> ou <deleuze-m@rmc.ca>.

## LE NOUVEAU MUSÉE DE LA GUERRE

L'événement de l'année est sans aucun doute l'ouverture du très attendu Musée canadien de la guerre, avec onze mois de retard sur l'échéancier initial. Au moment de notre visite, les travaux n'étaient d'ailleurs pas tout à fait terminés.

Sur le plan de l'architecture, audacieuse, c'est très réussi. L'édifice tient un peu de la forteresse moderne, lorsqu'il semble sortir d'un sol planté de pelouses, et il a des angles aigus qui rappellent l'aérien ou le naval, c'est selon. Mais les pans fracturés de la structure, particulièrement saisissants quand on les traverse de l'intérieur, ont peut-être une autre fonction : les fractures sont violence, comme la guerre. Encore plus frappante est la texture des murs : un seul matériau, le béton, mais manipulé dans sa couleur, du pâle tendant vers le blanc au gris foncé en passant par des gris-brun. En plus, les marques des coffrages, d'une complexité inouïe, ajoutent des variations savantes. Toute cette texture fait que les murs, sous des éclairages naturels dans les halls et artificiels dans les salles d'exposition, deviennent des éléments décoratifs importants. Les proportions sont vastes, ce qui donne plus de latitude aux conservateurs qu'ils n'en avaient dans les édifices peu fonctionnels qu'ils ont laissés. Le nouvel édifice permet donc d'exposer quelque 5 % de la collection du musée, le double d'auparavant.

Cinq espaces principaux abritent la collection permanente. Les quatre premiers racontent l'histoire militaire du Canada depuis les Vikings. Le premier espace (période du contact à 1885!) est le moins convaincant du lot. Deux maquettes s'y trouvent, l'une montrant l'attaque d'un village iroquoien, assez belle ma foi, l'autre la disposition des troupes juste avant la bataille de Québec. Cette dernière est à une échelle si réduite que mêmes les compagnies d'infanterie sont difficiles à voir. Très peu d'artefacts sont montrés dans cet espace. S'y trouve cependant une pièce émouvante : un canon de bois renforcé de bandes de fer, misérable artillerie des rebelles de 1837-1838. Que de courage dans ce pathétique armement !

L'effet d'ensemble est raté : trop longue période vu superficiellement, politiquement correct jusqu'au ridicule : Premiers Peuples par-ci, Premiers Peuples par-là, à vous lasser. Premiers Peuples et pas Premières nations, car le Musée présente l'Histoire militaire d'une seule nation. Mais la débauche de rectitude ne trompe pas longtemps. Une visiteuse s'est ainsi exclamée lors de ma visite : comment se fait-il que les Indiens (sic) ne sont pas à la tête du pays s'ils ont gagné toutes ces guerres ! Quant aux épisodes métis, ils sont bien entendu placés dans le contexte de la création de la province du Manitoba.

Le deuxième espace est celui des guerres impérialistes (1885-1931), dans lesquels une nation immature s'est engagée innocemment aux côtés de la Grande-Bretagne, jusqu'au Statut de Westminster qui l'affranchit, d'où l'étrange coupure en 1931. Ici,

on entre dans une salle mieux travaillée, surtout grâce aux acquis de l'ancien musée : passage dans une tranchée reconstituée, etc. S'y trouve une autre belle maquette montrant un réseau de tranchées. Dans cette salle commence, malheureusement, le processus d'agression sonore qui va ennuyer le visiteur jusqu'au quatrième espace. Trop de sons d'ambiance sur lesquels se superposent les commentaires aux écrans thématiques, cela dans des lieux où aucun panneau acoustique n'empêche la contamination sonore.

Le troisième espace est consacré à la Deuxième Guerre mondiale. C'est de loin le plus fourni et le plus réussi. On entre d'abord dans un spectaculaire groupe de sous-espaces présentant la Bataille de l'Atlantique, la plus importante bataille décisive impliquant les forces canadiennes en 1939-1945. Un écran interactif donne une démonstration brillante du système des convois. Deux bémols cependant : au fouillis sonore s'ajoute celui des séquences filmées ; et la machine Enigma est reléguée dans un coin, alors que la guerre électronique et du déchiffrement des codes est probablement la raison principale de la victoire alliée sur les U-Boote.

Les opérations terrestres et aériennes décrites ensuite paraissent fades en comparaison. Notez l'interprétation douteuse de la fermeture de la poche de Falaise, où un échec lamentable des Alliés est tourné en victoire canadienne. D'ailleurs, pour être certain que le bon message a été vu et lu, un des derniers panneaux explicatifs de cet espace clame qu'en 1945 les soldats reviennent du front dans « un Canada uni, confiant en ses capacités, prospère et déterminé à faire sa part pour améliorer le sort du monde ».

Dans les deux espaces sur les guerres mondiales, le front intérieur est bien illustré avec affiches, photos, ameublement d'époque, jeux d'enfants et emballages d'épicerie.

Le dernier espace-récit, sur l'après 1945, pâlit en comparaison des deux précédents. Beaucoup de niaiserie, entrecoupée d'un bel aménagement sur la guerre de Corée. La Crise d'octobre est reléguée dans un coin peu fréquenté. On sent que cet espace devait être dominé par des salles consacrées aux opérations de paix. Toutefois, lors de ma visite, une soirée achalandée, les salles en question étaient absolument désertes. La bataille attire encore et toujours, la diplomatie en bleu et blanc laisse indifférent ; par conséquent, le message très explicite sur le boy-scoutisme international ne passe pas. C'est donc sur un *anticlimax* que se dénoue le récit.

Ce dernier espace conduit (si on fait le virage en U nécessaire) dans la Galerie LeBreton, immense hall où sont exposés les véhicules et où l'on peut voir un intercepteur Voodoo. C'est le seul avion complet montré dans le musée. L'amateur d'aviation insatisfait pourra se rendre au Musée de l'Aviation à l'autre bout d'Ottawa. C'est dans ce hall que l'on se rend le mieux compte des bénéfices de plus grandes superficies. Malheureusement, véhicules, blindés et pièces d'artillerie sont rangés pêle-mêle, la plupart du temps sans notice d'identification.

C'est d'ailleurs l'un des problèmes majeurs de l'exposition permanente que des artefacts sans panneaux explicatifs. On sent là que l'ouverture du musée a été précipitée pour profiter de la saison touristique, alors que tous les détails n'étaient pas encore réglés. Et comme l'ont répété plusieurs visiteurs des premières semaines<sup>1</sup>, la navigation entre les espaces s'avère compliquée. Des poteaux indicateurs ou des

flèches sur le plancher devront être ajoutés, car pour qui ne connaît pas la chronologie et n'a pas le sens de l'orientation, il est facile de s'égarer dans le méandre qu'est le parcours des visiteurs.

Comme c'est souvent le cas dans notre beau pays multiculturel et bilingue, les traductions vers le français manquent d'élégance et sont parfois erronées.

Les critiques ont aussi dénoncé une certaine maladresse à utiliser les nouvelles technologies ou même une insuffisance globale de ce côté. Je ne suis pas certain que plus de nouvelles technologies ajoutent grand chose. Ces items sont coûteux à produire et se démodent rapidement. Quelques-uns des appareils installés dans le musée ont des fonctions qui ne marchent pas ou sont si banals qu'ils n'attirent pas longtemps (les deux appareils à l'entrée du hall LeBreton notamment). Un dosage modeste mais de qualité est probablement la bonne solution.

Un des grands défauts des anciens édifices était le manque de surfaces où suspendre l'immense collection de toiles du musée. Cela est maintenant corrigé. Dans les salles 2, 3 et 4 des toiles célèbres accompagnent le récit. Mais c'est surtout dans le repli des longs corridors angulaires que se trouvent les tableaux. Malheureusement, l'angle dans lequel les tableaux sont suspendus, l'impossibilité de reculer pour observer l'effet d'ensemble et l'éclairage déficient gâchent tout. Tout cela est à repenser. L'absence de notices afflige aussi l'exposition des œuvres d'art. Ainsi, l'extraordinaire toile à peu près cubiste montrant la première attaque au gaz sur Ypres (1915) est incompréhensible à beaucoup de visiteurs. C'est également mal servir les artistes que de ne pas donner leurs noms, dans quel courant esthétique ils s'inscrivent ou quelles influences ils ont subies. Un musée est un outil d'apprentissage avant d'être un divertissement.

Malgré les embûches posées au regard, on constatera que le talent et l'inspiration manquent de plus en plus au fur et à mesure de la progression chronologique. Les toiles commandées pour 1914-1918 l'étaient aux plus grands artistes canadiens (comme des membres du Groupe des Sept). Plusieurs de celles sur 1939-1945 ou sur la guerre de Corée sont encore intéressantes, mais la tonalité générale vire au fade. Avec les toiles plus récentes, on tombe dans l'illustration naïve où rien n'est exprimé. À une époque où la photo numérique ne laisse plus beaucoup de place à l'art d'illustrateur de scènes militaires, on peut se demander où conduit un programme d'arts visuels (le ministère de la Défense nationale a ressuscité il y a quelques années un tel programme) qui ne mise pas sur l'évocation des sentiments, mais accumule des platitudes décoratives. Si l'on veut éviter la non-pertinence totale à moyen et long termes, il est vital que les responsables de ces programmes choisissent des artistes qui reflètent des tendances formelles diversifiées.

Je ne peux m'empêcher de penser que beaucoup de toiles récentes ne sont que des illustrations servant à rassurer un Moi canadien perpétuellement inquiet. Or la propagande est à fuir comme la peste lorsqu'on n'a pas la technique des académiciens peignant les scènes navales aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, le talent d'un Goya dénonçant les exactions des troupes napoléoniennes ou l'inspiration d'un Picasso affichant sur un même plan le savoir-faire barbare de la *Luftwaffe*, les excès permis par la guerre techniciste et la souffrance humaine.

Peut-être est-il difficile de choisir et de satisfaire tout un chacun en même temps, peut-être que le Musée doit composer avec un stock peu emballant de représentations pour les opérations récentes (les tableaux pour les opérations de paix ou de secours sont pour le moins critiquables), possiblement que peu d'artistes d'avant-garde s'intéressent au genre (ce qui devrait inquiéter les responsables de programmes d'art), mais tout cela fait que l'exposition d'art ne laisse pas un goût impérissable. La plus grande liberté d'exposer offerte dans les nouvelles installations a le désavantage de laisser voir des choses qu'il vaudrait peut-être mieux ne pas trop exposer.

Plusieurs maux de jeunesse par conséquent : rectitude politique outrageante, confusion sonore, manque de notices et mauvaises traductions, pour répéter les plus notables. Malgré tout, les nouveaux locaux offrent des possibilités impensables dans les installations des décennies passées. Les améliorations sont décisives au plan du nombre et de la taille des artefacts montrés. Pour qui circule le long de la promenade des Outaouais et observe la noria des cars touristiques, il apparaît déjà que le nouveau Musée de la Guerre est une attraction de premier plan.

\*  
\* \*

Depuis le début de cette chronique en 1998, j'ai tenté de montrer la multiplicité et la variété des objets de recherche en histoire militaire, dont beaucoup restent mal étudiés. Pour ce faire, je me suis servi de critiques de livres ou de rapports sur des colloques. J'emprunte maintenant une autre avenue.

## JEUNES ENRÉGIMENTÉS : LES CORPS-ÉCOLES DE L'ARMÉE CANADIENNE (NOTE DE RECHERCHE)

L'organisation militaire est la mère de toutes les organisations. Les militaires ont inventé la bureaucratie et ont été des précurseurs en gestion des matériels et du personnel. Il n'y a là rien de surprenant. Il ne faut même pas y voir de la perspicacité, du mérite ou de l'ouverture d'esprit. C'est plutôt que les militaires ont souvent à leur disposition des ressources, ce qui leur permet d'en gaspiller une partie en planification.

La plus difficile mission d'une organisation, c'est la gestion du personnel. Avant d'avoir des moyens matériels, et dès la plus haute antiquité, il a fallu des jambes, des bras et des cerveaux qui avaient des estomacs, etc.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la gestion des effectifs a atteint une complexité inouïe : les grandes armées d'Europe continentale devaient mobiliser des millions d'hommes en quelques jours, les transporter, eux, leurs équipements et leurs approvisionnements sur des centaines de kilomètres (par chemin de fer), les soutenir pendant des mois voire des années, et trouver des remplaçants pour compenser les pertes inévitables.

L'Armée britannique, et donc l'Armée canadienne, se préparaient différemment. Traditionnellement, l'armée était de petite taille dans l'Empire britannique et ses fonctions étaient plus policières que guerrières. Mais il fallait aussi prévoir le cas où l'Empire serait entraîné dans un conflit avec une ou des puissances continentales, et

donc être en mesure de mobiliser des forces nombreuses. L'armée du temps de paix fournirait donc les cadres à une force plus vaste qui servirait dans l'hypothèse d'un conflit majeur.

Dans leur grande condescendance, les généraux britanniques ignorèrent longtemps les perfectionnements administratifs réalisés en Allemagne et en France. Mais des problèmes sérieux rencontrés dans les campagnes de Crimée, à la guerre des Boers et dans d'autres conflits coloniaux contraindront les chefs britanniques à accepter des réformes organisationnelles. Ces réformes seront rendues plus urgentes après le début de la rivalité navale avec l'Allemagne de Guillaume II et la conclusion d'accords militaires pour soutenir Français et Russes en cas de conflit avec les puissances d'Europe centrale.

Alors qu'en Europe continentale les cadres de réserve étaient nombreux du fait du service militaire obligatoire, dans l'Empire britannique on devait procéder autrement. On a décidé de former des officiers subalternes pendant que les jeunes étaient aux études supérieures dans le civil. Il faut dire que dans l'Empire, la « réserve » est formée d'une multitude de régiments territoriaux ou de milice, soldats à temps partiel mobilisés si besoin était. Si dans ces régiments de milice l'enthousiasme pouvait être grand, le savoir-faire était parfois très limité. Qui plus est, les officiers de milice ne pouvaient acquérir certaines des qualifications les plus en demande, pour le génie, l'artillerie et les services de santé notamment. Ces qualifications se trouvaient évidemment dans les collèges et universités. Dès lors, il était logique d'agrandir le bassin d'officiers potentiels en préparant militairement un certain nombre d'étudiants dès le temps de paix. C'est ce qui explique qu'en 1908 l'Armée britannique institue le Officers Training Corps<sup>2</sup>.

C'est à quoi devaient aussi servir les succursales locales du Corps-école des officiers canadiens (Canadian Officers Training Corps) formées à compter de 1912 sur le modèle britannique, après « quatre années d'études, de planification et de consultations entre le ministère de la défense et de la Milice et toutes les universités et plusieurs grands collèges du Canada »<sup>3</sup> La première « unité » universitaire est formée le 1<sup>er</sup> novembre 1912 de deux compagnies d'étudiants de l'université McGill. Suit un contingent plus petit à l'Université Laval de Montréal le 15 avril 1913. L'expérience de ces deux unités étant jugée réussie, plusieurs autres C.É.O.C. sont organisés à la veille de la Grande Guerre. Ces premiers C.É.O.C. semblent un succès, avec 3000 anciens servant en 1914-1918<sup>4</sup>.

Pour l'armée, les collégiens et universitaires sont intéressants à deux titres : ils sont une réserve de cadres éduqués, mais ils sont aussi de jeunes chefs naturels. Cela se reflétait dans la progression de la formation : un premier certificat, dit « A », sanctionnait l'acquisition des routines de base (la drill, le maniement du fusil et les notions disciplinaires) et permettait d'accéder au grade de lieutenant ; le certificat « B », qui menait au grade de capitaine de milice, était un approfondissement des mêmes notions visant à l'administration d'un bataillon, auxquelles s'ajoutaient quelques éléments de tactique (marche en file, combats en ordre dispersé, etc.).

À n'en pas douter, l'armée comptait sur les différences de classe : les enrôlés d'un C.É.O.C. venaient généralement de milieux favorisés à une époque où l'éducation supérieure n'était pas aussi accessible qu'aujourd'hui. Bien nés et bien éduqués, les

membres des C.É.O.C. seraient les chefs de demain, dans le civil comme dans le militaire. Les C.É.O.C. travaillaient sur le potentiel humain des chefs que la société du temps se reconnaissait. Par un C.É.O.C., un civil d'élite devenait automatiquement un officier et chef de troupe.

Entre les deux guerres, malgré des restrictions budgétaires qui paralysent le développement des forces régulières et de milice, les succursales de C.É.O.C. se multiplient : en septembre 1939, il y a vingt-cinq contingents totalisant trente-cinq compagnies d'élèves officiers à temps partiel.

Malgré cette expansion, plusieurs indices montrent que les C.É.O.C. n'ont pas procuré tous les bénéfices escomptés. Il apparaîtra en 1940 que les lieutenants ayant passé par les C.É.O.C. étaient mal préparés sur le plan de la forme physique<sup>5</sup>, tant et si bien qu'ils ne pouvaient suivre les simples soldats. Et comme presque tous les officiers canadiens jeunes et moins jeunes, les étudiants des C.É.O.C. n'avaient pas la moindre idée de la guerre moderne mise en œuvre si brutalement par les nazis en 1939-1940. Leur entraînement est de plus anémique : seulement un ou deux soirs par semaines avec des manœuvres de dix jours ou deux semaines l'été<sup>6</sup>.

Des réformes s'ensuivent, forçant notamment les anciens des C.É.O.C. à emprunter le nouveau système de formation mis en place à compter de 1940<sup>7</sup>, où ils reprennent à zéro l'entraînement et l'instruction.

En fait, l'expérience du début de la Deuxième Guerre mondiale semble avoir mis en évidence que la formule des C.É.O.C. avait atteint sa limite sociologique. Je m'explique. Les C.É.O.C. étaient un moyen de reproduction des chefs militaires fondé sur l'idée qu'une bonne éducation sépare la classe dirigeante des classes « inférieures ». Cela avait assez bien fonctionné en 1914-1918, alors que le stock de connaissances nécessaires pour bien commander était encore concentré dans les mains d'une petite élite. En 1939, la société a évolué et le nombre de jeunes hommes ayant des connaissances utiles pour commander a augmenté sensiblement. Qui plus est, nombre de ces jeunes ont fait des cours commerciaux ou techniques qui, à plusieurs points de vue, qualifient aussi bien pour commander que l'éducation générale secondaire dispensée dans les collèges et universités préparant aux professions libérales. Ensuite, le régime d'entraînement des nouveaux camps, qui apparaissent soudainement dans le paysage en 1940-1941, est plus dur que celui des C.O.É.C., et en plus les instructeurs des C.É.O.C. sont souvent peu qualifiés comparés aux instructeurs des camps militaires. Consciente de cette démocratisation (relative) de l'éducation et des faiblesses du système C.É.O.C., l'Armée canadienne élimine en 1943 ce qui était maintenant perçu comme un privilège, c'est-à-dire la possibilité de devenir officier sans avoir à faire son apprentissage avec les « basses » classes qu'on devait ensuite commander<sup>8</sup>.

Toutes les grandes institutions d'enseignement supérieur ont abrité un C.É.O.C. durant la Deuxième Guerre mondiale : les universités McGill, de Montréal, Laval, le collège Loyola, Bishop et la maison provinciale des Frères des écoles chrétiennes<sup>9</sup>.

À la fin de la guerre, des changements sont inévitables, compte tenu des ratés des années précédentes et de l'importance vitale du recrutement universitaire pour le corps des officiers<sup>10</sup> dans l'éventualité d'une autre grande guerre, une possibilité vivement ressentie à la fin des années 1940 et dans les années 1950. L'arrimage études-armée est renforcé en offrant non plus seulement un grade dans la réserve, mais la



réelle possibilité d'une carrière d'officiers dans la force régulière. Économiquement, le système est avantageux, puisque l'étudiant reçoit la solde d'un sous-lieutenant pendant les camps estivaux. Ces camps de quatre mois correspondent aux vacances universitaires, au total douze mois à temps plein de formation militaire, à peu près le temps que passe un sous-lieutenant entrant directement dans l'armée d'active avant de devenir lieutenant<sup>11</sup>.

Malgré ces améliorations, les C.É.O.C. ne retrouveront jamais la vogue qu'ils avaient avant 1939. Les changements de mœurs et la prospérité détachent les jeunes Canadiens des forces armées plus sûrement qu'aucun avantage que peut offrir l'armée. Le système de formation d'officiers de réserve par l'établissement d'unités universitaires périclité donc rapidement<sup>12</sup>. Le manque d'intérêt pour la chose militaire et le pacifisme des Canadiens expliquent sans doute ce phénomène<sup>13</sup>.

Parce qu'ils ont touché une proportion importante des jeunes hommes entre 1912 et les années 1950, les contingents des C.É.O.C. constituent des objets d'étude intéressants.

\*  
\* \*

On pourrait entreprendre le même genre de recherche avec les corps de cadets, une véritable organisation de masse. Les corps de cadets ont des objectifs qui complètent et dépassent ceux des C.É.O.C. : ils initient enfants et adolescents à certaines techniques utiles dans la vie militaire, aux mœurs militaires mêmes (uniformes, hiérarchie, promotion, règlements et discipline) et au patriotisme. Si officiellement les autorités ont toujours nié un lien entre les corps de cadets et le recrutement pour les forces armées, il reste que la mention de l'appartenance à un corps de cadets est un facteur considéré à l'enrôlement et bien vu par les supérieurs lors des promotions à venir, car elle démontre une « ouverture » d'esprit et une « mentalité militaire » à un âge précoce. Le sujet est peu étudié<sup>14</sup>, alors que les corps de cadets ont touché une population se chiffrant en centaines de milliers<sup>15</sup>, qui plus est, des deux sexes.

\*  
\* \*

Voilà donc, parmi tant d'autres, deux objets de recherche à travailler<sup>16</sup>.

## NOUVELLES PARUTIONS

Jackson, Paul. *One of the boys : homosexuality in the military during World War II*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2004, x-338 p.

On savait les armées être un beau vivier homoérotiste et prodigue d'occasions homosexuelles, du moins on le sait pour les années récentes avec les cas exposés dans les médias. Mais il n'y a évidemment rien là de nouveau ; les Grecs et les Romains avaient bien plus de franchise à ce chapitre que les sociétés des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

Paul Jackson veut exposer la vie homosexuelle dans les forces canadiennes durant la Deuxième Guerre mondiale. Malheureusement, dans cette thèse de doctorat

ournée en livre, Jackson rate une occasion en or de donner à un phénomène fréquent la place importante qu'il devrait avoir dans l'étude des sociétés militaires. Le style est affirmé dès l'introduction, avec la discussion sur l'utilisation vexante ou non de *homosexual*, alors que les organisations de gais et de lesbiennes anglophones préfèrent *queer*. Il s'agit donc de prouver l'oppression d'un groupe, ce qui est facile étant donné l'existence de dossiers de la justice militaire, généreusement fournis d'évaluations psychologiques ou psychiatriques sur ces « déviants ».

Avec à propos Jackson note que la publication de sa thèse n'aurait pas été possible il y a quelques décennies (p. 3). Cela ne change pourtant rien au fait que plusieurs développements ne nous apprennent pas grand chose. Ou alors les interprétations ne sont pas aussi évidentes qu'il le laisse entendre. Un sous-titre comme « *Queers in combat units* » (p. 247 à 257), qui promet une discussion sur un sujet primordial —comment les liens entre hommes servent ou desservent les performances au combat— ne livre strictement rien sinon ce genre de conclusion : « *For the others in the platoon, it was not homosexuality that threatened cohesion, but the trials to eradicate it* » (p. 246).

Jackson ne discute pas seulement les cas masculins. Dans les forces canadiennes de 1939-1945, sont passées quelque cinquante mille femmes. Page 247, Jackson cite un témoin qui rapporte un oui-dire, en l'occurrence un cas supposé d'injustice militaire par la Marine royale canadienne envers ses auxiliaires féminines :

[I]t turned out that she [un nouveau commandant] was very gay indeed. She had two other Wren officers part of her little entourage to the point where again it became a terrible scandal and the Navy solved that by moving her to a different position up in Ottawa, sending one of the girls up to Sydney, I think, and the other one out to the west coast. In other words they broke it up and then they brought in a different WRCN officer.

Jackson commente ainsi : « *By separating the lesbian women, the naval authorities assumed that they were thwarting immoral relations. In fact, they were interfering with the bonds of emotional support that the women had established* ». Un observateur critique pourrait aussi y voir la fin d'un abus de pouvoir. On remarquera que la justice militaire n'a pas été saisie du dossier.

Le livre comporte des affirmations étonnantes, telle celle à l'effet que « *[d]uring the Second World War, the infantrymen came to symbolize manhood* » (p. 8). Mais ne pourrait-on pas dire la même chose du poilu ou de l'aviateur de 1914-1918, du *marine* des années 1890, 1920 ou 1930 et ainsi de suite. Et les *Roughriders* de Theodore Roosevelt, pas *manhood* eux ? Et tous les exemples qu'on peut tirer de la littérature victorienne alors ? Homère et Plutarque ne savaient-ils pas déjà que l'hoplite et le légionnaire faisaient terriblement masculins ?

Derrière une poussière de non-conformisme, voilà plutôt un exercice où l'on se conforme dans les moindres détails à l'orthodoxie gai-lesbienne, de l'emprunt d'un vocabulaire irritant au raisonnement politiquement correct en passant par l'exploitation étriquée d'illustrations d'époque<sup>17</sup>. La lecture devient rapidement désagréable et la foi dans la méthode de l'auteur diminue à chaque page tournée. Le traitement

sensible avec une pointe d'humour qu'annonçait le quatrième de couverture (« For many it was as dangerous as friendly fire. Homosexuality and military service have always made strange bedfellows [...] ») n'est que bien peu au rendez-vous entre les couvertures. Un beau et nécessaire sujet gâché par une ligne idéologique suivie obsequieusement.

Morton, Desmond. *Fight or pay : soldiers' families in the Great War*, Vancouver, UBC Press, 2004, xviii- 326p.

Le chevronné Morton poursuit son étude de la Première Guerre mondiale. Il présente son dernier livre comme le pendant de *When your number's up* ; en effet, quand on écarte une explication simpliste par le patriotisme, on peut se demander ce qui conduit de jeunes hommes à tout quitter pour les risques de la guerre. Ces hommes avaient souvent des épouses et de jeunes enfants à charge, ou alors rapportaient leurs gains à des parents en difficulté. Dans une société sans filet de sécurité sociale, le départ de ces hommes se traduisait par un sacrifice économique considérable dans beaucoup de familles, même les familles vivant au-dessus du niveau de subsistance. La solution à ce dilemme a été vite trouvée : des primes gouvernementales à l'enrôlement, plutôt faibles, et surtout des allocations régulières aux familles des volontaires. Le lien entre recrutement et allocations est d'ailleurs bien illustré par les reproductions qui suivent la page 204.

Le Canadian Patriotic Fund est donc mis sur pied, en s'inspirant d'un précédent de la guerre des Boers. L'âme dirigeante est Herbert Brown Ames, le manufacturier de chaussures de Montréal. L'organisation est une fédération avec branches provinciales et succursales locales. La collecte des fonds, par des comités de notables locaux, et la distribution des allocations, sont décentralisées (chapitre III). Selon Ames, l'organisme a reçu en moyenne un million de dollars par mois durant la guerre, somme qui aurait permis de soutenir quelque 50 000 familles<sup>18</sup> (p. 199) pour des durées variables.

L'exposé de Morton repose sur l'exploitation des pièces survivantes du fonds du CPF. C'est à la fois un avantage —on peut suivre dans les détails les misères de certains assistés, particulièrement à faire admettre leurs droits à une allocation ainsi qu'à recevoir l'allocation mensuelle— et en même temps une limite —les débats et luttes entourant les allocations ne sont évidemment pas la somme de l'expérience domestique, ni celle de l'ensemble des civils ou militaires demeurés au Canada.

Pour aller plus loin, il faudrait d'autres sources, comme les lettres des femmes aux armées, lettres qui ont rarement survécues (Morton explique aux pages xiv-xv que le règlement imposait la destruction des lettres venant du Canada pour éviter que l'ennemi puisse s'en servir). Lorsque Morton sort de l'exposé sur le CPF, il augmente sa source principale de sources secondaires, souvent des sources officielles publiées. C'est le cas dans les deux chapitres d'introduction, mais aussi dans de longues sections du chapitre sur le retour des soldats et dans le dernier chapitre. Le portrait de la société canadienne en guerre qui en ressort n'est donc pas entièrement inédit.

D'emblée, Morton marque bien comment le système d'assistance du CPF est un avatar de l'époque edwardienne. La société canadienne mime jusqu'au ridicule la mère-patrie britannique : l'aide fournie est une aide aux pauvres, qui sont pauvres

parce qu'il y aura toujours des pauvres. Il faut bien faire la charité aux pauvres, mais pas à tous les pauvres, car il y a des pauvres méritants, d'autres moins (voir la section « Excluding the undeserving » aux p. 99-103). Et les pauvres méritants peuvent être « éduqués », à tenir un budget par exemple. « L'éducation » va parfois un peu loin, tel le cas de madame R, qui ne reçoit son chèque du mois, quelque 40\$, que si elle acquitte fidèlement sa mensualité hypothécaire de 10\$ à la Dow Fraser Trust Company (p. 192).

L'organisme est d'abord animé de Montréal. La question de l'impact au Québec se pose donc. Malgré que plusieurs des premiers bénéficiaires du Canadian Patriotic Fund fussent des familles de mobilisés belges et français retournés dans leurs pays en 1914, le CPF semble avoir eu des bénéfices limités pour les francophones. Si Morton admet d'entrée de jeu l'incongruité, il se leurre quand même sur ce que le fonds a pu accomplir au Québec français. Les localités ou régions qu'il mentionne à la page 79 pour montrer que des francophones contribuaient généreusement (Trois-Rivières, Mégantic, le lac Saint-Jean, la péninsule gaspésienne), comptent toutes de petites mais actives minorités anglophones, avec entrepreneurs aisés et donateurs moins riches, comme l'organisation des « Protestants servants of houses » de Saint-Bruno (p. 85). Peu importe que les résidents de Joliette au Saguenay (sic) comptent parmi les plus généreux (p. 79) !

Il est regrettable que l'absence de tableaux sur le résultat des collectes et la distribution des fonds rende difficile les comparaisons entre provinces. Mais peut-être que la documentation survivante ne permettait pas de construire des tableaux synthétiques. Reste que la rareté des exemples impliquant des Canadiens français, des cas de familles francophones assistées spécialement, parle plus que tout. Je conclus de ceci que le Québec français est mal servi par la charité du Canadian Patriotic Fund. Voilà une autre pièce de l'explication du faible volontariat des Canadiens français (p. 77-79).

En 1916-1917, il devient évident que la formule privée s'essouffle. Même au parlement fédéral, on se rend compte que les pensions aux vétérans handicapés doivent être sous la responsabilité de l'État (p. 146 et suiv.). Le système des allocations chancelle, les pertes au front augmentent, les dons deviennent insuffisants pour assurer les obligations déjà contractées, d'autant que les bons fédéraux canalisent l'épargne au détriment du CPF. Les gouvernements du Nouveau-Brunswick et de la Saskatchewan doivent d'ailleurs soutenir les succursales de leur province pour éviter l'effondrement du système (p. 186). Un système qui n'a jamais été très généreux, l'allocation demeurant en deçà du coût de la vie dans presque toutes les provinces selon une étude du ministère du Travail citée à la page 245.

L'équilibre du livre se ressent des insuffisances de la principale source. Morton aborde des sujets qu'il a couverts ailleurs ou que d'autres spécialistes ont travaillé : *shell shock*, pensions et organisations de vétérans par exemple. Peut-être eut-il mieux valu limiter le sujet au *Canadian Patriotic Fund* uniquement, avec un titre conséquent.

Si le style est généralement clair, la répétition d'acronymes imprononçables, comme le GWVA, ralentit la lecture. UBC Press a quant à elle fait un bon travail d'édition. Cette maison s'impose comme le plus sérieux éditeur d'histoire militaire

canadien-anglais, tant par la qualité des manuscrits sélectionnés que par la facture générale de la production.

Malgré les réserves mentionnées, le livre est important. En nuanciant la nature volontaire des engagements, il confirme que ceux-ci reposent sur des motivations complexes où le « patriotisme impérial » n'est qu'un élément parmi d'autres. Et comme mères et épouses sont les principales bénéficiaires d'une aide trop souvent insuffisante, ce livre est aussi une contribution significative à l'histoire des femmes.

Pouligny, Béatrice. *Ils nous avaient promis la paix : opérations de l'ONU et populations locales*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 2004, 356 p.

Enfin un livre indispensable sur les opérations de paix<sup>19</sup> qui, même s'il repose sur des matériaux récents (opérations des années 1990 au Salvador, au Cambodge, au Mozambique, en Somalie, en ex-Yougoslavie et à Haïti), a une grande portée.

Réalisé selon la méthode de la « sociologie compréhensive » (il n'est pas nécessaire de savoir ce que cela veut dire pour apprécier le livre), l'étude repose sur 400 entrevues réalisées auprès de tous les types d'acteurs impliqués dans les opérations de paix : diplomates, casques bleus, chefs de troupes locales, miliciens, politiciens de l'endroit, intellectuels, mais aussi acteurs sociaux souvent négligés, petits fonctionnaires, commerçants ou responsables communautaires locaux. Complémentés par la littérature (beaucoup de rapports) et une expérience considérable de terrain, les observations de madame Pouligny sont perspicaces et stimulantes.

Le grand mérite de l'ouvrage est de montrer que les acteurs locaux ne sont pas passifs, que la prise en compte de leurs idées, intentions et réactions est essentielle. Il ne s'agit pas seulement ici d'une profession de foi paternaliste à l'égard de pauvres victimes, mais d'une démonstration que la négligence de prendre en compte les interactions entre mandatés de l'ONU et populations font ou ne font pas le succès d'une opération. De sorte que les lieux communs éclatent sous la plume de madame Pouligny :

La détermination des mandats de mission se fait plus en regard de la géopolitique internationale qu'en fonction des besoins locaux. Les puissances grandes ou petites ont des objectifs politiques (maintenir ou accroître leur influence dans certaines régions du monde, mais aussi contenter l'appétit national de bonne conscience) qu'elles imposent à travers les rouages bureaucratiques très imparfaits de l'ONU. Les mandats qui en résultent sont souvent inadéquats.

Bien que les acteurs locaux aient initialement peu à dire sur la définition des mandats, ils ne sont pas passifs. Ils en viennent rapidement à détecter les moyens d'influer sur le choix des nations contributrices, particulièrement les factions qui conservent un potentiel de nuisance élevé après le déploiement d'une mission de paix (comme l'armée locale, les milices privées, les partis ou groupes radicaux, les politiciens ou businessmen véreux).

Les principaux intéressés sont souvent critiques des opérations de paix. Le succès des missions de paix est trop souvent évalué de l'extérieur avec des critères superficiels (comme le fait qu'une élection a

été tenue), alors que pour la population, d'autres critères sont importants (sécurité au quotidien, services publics et marché de l'emploi pour commencer).

L'analyste fait son travail en déconstruisant une réalité trop souvent peinte de pastels pour le bénéfice de la galerie internationale. Tout y passe : l'hypocrisie des diplomates et des fonctionnaires internationaux, la lâcheté des casques bleus, la corruption de l'ONU, des ONG et des acteurs internationaux et locaux, les effets psychologiques désastreux sur les populations assistées (la perte de confiance dans les institutions occidentales est sans doute le plus grave, mais il faut aussi compter avec le renforcement d'une mentalité d'assistés perpétuels), la pérennisation du problème des réfugiés, le soutien financier à des cliques mafieuses par détournement d'aide et par reconnaissance symbolique comme partenaires de paix et ainsi de suite. Et cette analyse vient pourtant d'une personne sympathique aux ONG et à l'aide internationale. Le constat n'en est donc que plus accablant.

L'index est mal tourné. Les noms des témoins n'y figurent généralement pas sauf pour les personnages les plus connus, ni les acronymes des missions, car on groupe les incidents sous les noms de pays, ce qui rend la recherche d'infos spécifiques laborieuse.

Dans un genre habituellement complaisant, redondant, à la solde des propagandes des pays contributeurs, des organismes mandataires et d'ONG multimillionnaires, le livre de Béatrice Pouligny est au contraire plus que rafraîchissant. Il pose le problème correctement, là où il devrait toujours être posé : en fonction des résultats sur les populations.

Les opérations de paix ont été plus souvent des désastres que des réussites. Deux causes principales à cela : i) l'incapacité à saisir les dynamiques locales, l'objet de Béatrice Pouligny ; ii) et la définition des opérations de paix en fonction d'objectifs extérieurs aux problèmes du terrain. Cette seconde cause ne pourra vraiment être comprise que par une analyse honnête des travers de la diplomatie onusienne.

Si vous ne lisez qu'un livre sur les opérations de paix, c'est celui-ci qu'il faut lire.

#### AUTRES PARUTIONS RÉCENTES

Hand, Chris M. *The siege of Fort Beauséjour, 1755*, Fredericton, Goose Lane Editions et The New Brunswick Military Heritage Project, 2004, 109 p. (The New Brunswick Military Heritage Series, n° 3)

L'auteur met d'abord en contexte la construction de Fort Beauséjour en rappelant les événements régionaux importants depuis 1604. Vient ensuite ce qui mène au siège de juin 1755 (donc avant que les hostilités ne commencent en Europe), puis la préparation de l'expédition britannique, l'attaque dans l'isthme de Chignecto, finalement le siège lui-même. Un opuscule utile produit à peu de frais... trop peu de frais. Si les cartes et les illustrations sont bien choisies, l'utilisation de couleurs aurait apporté plus d'informations. Le seul point sombre d'un petit ouvrage (une maîtrise à l'origine) autrement bien fait.

MacKenzie, David (dir.). *Canada and the First World War : essays in honour of Robert Craig Brown*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, xii-452 p.

R. G. Brown est connu au Québec pour la synthèse d'histoire canadienne qu'il a dirigée et qui a été éditée et rééditée chez Boréal. Ce que l'on sait moins, c'est qu'il est aussi un spécialiste de la Première Guerre mondiale qu'il a approché en historien sociopolitique.

Les essais rassemblés ici ne se veulent pas une banale expression de révérence. Les collaborateurs, des collègues, des étudiants mais aussi des « contemporains » moins proches de R. G. Brown, ont été choisis en fonction de cette thématique, chacun se voyant assigné un sujet. Il en résulte un degré de fini qu'on rencontre rarement dans les ouvrages collectifs. Le directeur de publication, monsieur Mackenzie, a joué un grand rôle ici.

La plupart des collaborateurs sont des historiens connus. Associé de longue date, Ramsay Cook offre une pièce personnelle. Il rappelle la venue de l'étudiant américain Brown au Canada, puis l'intérêt de celui-ci pour le Canada en tant que nation distincte des États-Unis. De la part d'un Américain, cela ne pouvait que plaire. Cook revoit au fil de son article l'œuvre de son ami, notamment sa monumentale biographie de Robert Borden. Dans la conclusion de cette biographie, Brown conclut sur les clés qu'il a utilisées toute sa carrière : l'unité nationale menacée est une permanence, l'intérêt national bien senti un contrepois aux menaces.

Les autres pièces sont moins biographiques, mais illustrent parfaitement ces deux clés. Dans la première partie, Terry Copp revoit l'historiographie militaire « militaire » des dernières décennies, J. L. Granatstein revient sur la conscription (qu'il défend parce que militairement justifiée), John English aborde le leadership politique, donc Borden (sur un mode complaisant avec des coups d'archet sur le constructeur de la nation au milieu des furies nationalistes de tous bords) et Douglas McCalla traite de l'impact économique de la guerre. Ces vétérans restent donc dans les sentiers battus.

L'essai le plus substantiel est le Napoléon Belcourt de Patrice Dutil. Belcourt est un avocat franco-ontarien formé au Québec, bien marié à la grande bourgeoisie (Hectorine Shehyn). Il est donc une figure idéale pour ce recueil : né en Ontario, parfaitement bilingue, lié à une Irlandaise de Québec, il plaide contre le Règlement XVII tout en s'opposant à « l'isolationnisme québécois », c'est-à-dire à un Québec se coupant du Canada après la crise de la conscription de 1917-1918. Il consacra donc le reste de sa carrière, nous dit monsieur Dutil, à reconstruire des ponts entre Canadiens anglais et Canadiens français, se dressant ainsi en opposant idéologique au nationaliste Groulx.

La seconde partie, plus fournie que la précédente, regroupe des essais sur les femmes (Joan Sangster), les familles (Desmond Morton, un produit dérivé du livre discuté *supra*), les régions canadiennes (Adam Crerar sur l'Ontario, Donald Avery sur le nativisme dans l'Ouest et David MacKenzie sur les Maritimes), le rôle de la science et de la technologie sur le front domestique (Rod Millard), finalement sur la culture de masse, donc américaine, et la naissance d'un nationalisme culturel canadien (Paul Litt).

La troisième partie, qui sert de conclusion, ne compte que deux articles de Margaret Macmillan et Jonathan Vance, qui reviennent sur des objets proches de leurs livres à succès (la négociation des accords de paix et la mémoire canadienne de 1914-1918).

Plusieurs essais touchent des thèmes que Brown a travaillés. Ce sont probablement ceux qui résisteront le moins à la critique, celle des historiens du Québec en particulier. Le recueil ne construira d'ailleurs aucun pont entre historiens pratiquant en français et leurs collègues du reste du Canada. On aura remarqué qu'il n'y a pas de présentation régionale sur le Québec, à moins que les essais sur la conscription et sur Belcourt en tiennent lieu. Patrice Dutil (qui écrit en anglais) est le seul à citer des historiens québécois ou des publications en français. Copp ne trouve pas un historien de langue française à mentionner dans son article sur l'effort militaire et Granatstein n'en mentionne aucun dans son traitement de la conscription. La construction de la nation canadienne est vue sous tous les angles, mais pas de tous les points de vue. Le Québec demeure encore et toujours le canard trop foncé qui refuse de suivre au pas.

La facture est austère comme il sied à des presses universitaires, les illustrations clairsemées mais pertinentes. Pour ceux qui recherchent des introductions aux principales problématiques de recherche sur la Première Guerre mondiale, les essais rassemblés ici sont un bon point de départ. Et pour les esprits malins qui doutent des mobiles de l'historiographie nationale du ROC, alors là il y a de bons morceaux à mastiquer.

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Des connaissances du chroniqueur, mais aussi les critiques de Radio-Canada et du *Devoir*.
2. Voir « Note on the Canadian Officers Training Corps » et « Note on the origins of the Canadian Officers Training Corps », deux brèves notes historiques préparées en 1952, ministère de la Défense nationale, Direction Histoire et patrimoine, dossier 495.013 (DI).
3. *Ibid.* Trad. libre.
4. *Ibid.*
5. *Mémorandum sur l'instruction de l'Armée canadienne* [un mensuel officiel], n° 5 (août 1941), p.13-14.
6. Les bataillons de milice suivent le même régime.
7. Sur ce nouveau système, voir J.C. Newlands, « The policy governing the finding and selection of officers for the C.A.S.F. (later C.A. (A)) », Report n° 37, Historical Section (G.S.), Army Headquarters, 28 juin 1950, 17 p.+6 p. d'annexes, une étude dactylographiée conservée par la DHP. Aussi disponible en ligne à <[www.forces.gc.ca/dhh/downloads/ahq/ahq037.pdf](http://www.forces.gc.ca/dhh/downloads/ahq/ahq037.pdf)>.
8. *Ibid.*
9. Les quatre derniers numéros du *MIAC* (décembre 1946 à mars 1947) donnent un historique de plusieurs C.O.T.C./C.É.O.C. Beaucoup de recherche à faire dans les archives des universités et collèges. Gilles Lafontaine aborde sommairement un C.É.O.C. : *L'université de Montréal et sa participation à la Deuxième Guerre mondiale*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1985, vi-188 p. Merci à mon collègue Michel Litalien d'avoir porté ce mémoire à mon attention. Plusieurs universités anglophones ont publié des monographies sur leur C.O.T.C. Les plus utiles sont : Kathryn M. Bindon, *Queen's men, Canada's men : the military history of Queen's University, Kingston*, Kingston, Queen's University, 1978, xii-180p. ;



Hartley Munro Thomas, *UWO COTC contingent : the history of the Canadian Officers' Training Corps at the University of Western Ontario*, London, Ontario, The University of Western Ontario, 1956, 422 p.

10. À la cessation des hostilités en 1945, 60 % des généraux de division, 75 % des brigadiers-généraux et 90 % des chefs de bataillon n'étaient pas des officiers de carrière (*MIAC*, n° 67, octobre 1946, p. 4). La plupart ont vécu leur acculturation au militaire dans un bataillon de milice ou un C.É.O.C.

11. *MIAC*, n° 67, octobre 1946, p. 4 et suiv.

12. Contrairement aux États-Unis. Voir Michael S. Neiberg, *Making citizen-soldiers : ROTC and the ideology of American military service*, Cambridge, Massachusetts) Harvard University Press, 2000, x-264p.

13. On a récemment tenté de ressusciter l'intérêt pour ce genre de programme en s'inspirant des Britanniques et des Américains : Kristian C. Gustafson, « Un corps-école des officiers canadiens », *Revue militaire canadienne*, vol. 5, n° 1, printemps 2004, p. 29-34. L'article ne fait pas état des précédents canadiens.

14. Le seul texte valable est le livre auto-édité de Marie-Claude Joubert, *Par dévouement : le cadre des instructeurs de cadets*, Sainte-Blandine (comté de Rimouski), Éditions Neigette, 1994, 245 p.

15. 100000 anciens cadets auraient servi en 1939-1945 selon le *MIAC*, n° 57, décembre 1945, p. 22.

16. Dans cette section, il y a plusieurs hypothèses qui demandent vérification. Pour les C.É.O.C., commencer avec les sources conservées à la Direction Histoire et patrimoine et les articles du *MIAC*. Essayer aussi les mots-clés suivants sur ArchiviaNet (inventaire général et dossiers du gouvernement du Canada), le moteur de recherche de Bibliothèque et Archives Canada (<[www.collectionscanada.ca](http://www.collectionscanada.ca)>) : « canadian officers training corps ». Pour les corps de cadets, il est plus difficile de trouver des sources de qualité. Des enquêtes anthropologiques ou sociologiques sont peut-être une voie à explorer.

17. Typique mélange de faits et de suggestions : « Many recruits had to adjust to the lack of privacy in the forces. In *Reveille*, army cartoonist Stewart Cameron playfully imagines a barracks room in which each recruit is self-absorbed. In fact, as training in Canada proceeded, these men came to rely on each other to fulfil a wide range of psychological and physical needs. Some men managed to forge homosexual relations in this context. Cameron shows us a pin-up girl on the table in the foreground. Does he mean to assure us that this all-male, intimate society is heterosexual ? » (légende de l'illustration à la p. 159).

18. Pour plus de 600000 engagés volontaires ou conscrits.

19. Noter l'emploi de « opérations de paix », une appellation générique évitant la confusion qu'entraîne l'utilisation de « maintien de la paix » pour des opérations qui vont en fait au-delà.